



## Haayo Mediatic Project *Projet Haayo-Mediatic*

**ICT NEWS**  
Media  
Community

**Capacity building**  
Online tools  
Useful addresses

**Network**  
Blogs  
Profiles  
Articles  
Discussion List

**Agenda**  
CIPACO Calendar  
Media Calendar

**Interaction**  
Suggest an article  
Syndicate [RSS](#)

**site language**  
ENGLISH

**search...**  
Search...  
**Advanced search**

**Administration**

**The project**  
Description  
Activities  
Contacts

**"PIWA Information Society Prize" 2008 Edition - Haayo Prizes**  
Within the Haayo-Mediatic project framework, a specific call for articles will take the form of the second edition of the annual contest « PIWA Information Society Prize », initiated in 2006. Please find beneath the picture of the Winner of the 2006 « PIWA Information Society Prize », Segun Oruame. "PIWA Information Society Prize" 2008 Edition - Haayo Prizes launched

**ICTs and Media**  
**Liberia: LMC Launches Internship**  
February 11th, 2008. The Liberia Media Center launched an internship job placement handbook for the mass communication students with support from UNESCO and International Media Support.

**Call 4 Winners**  
Call 4 dealt with blogs uses in Africa as well as ICT and democratic/local governance in Africa.

More...

**ICTs and Community**  
**Podcast: Interviews with women in North Kivu**  
Rwanda's Contact FM radio talks to women in north Kivu in the forefront of fighting what has been described as "femicide" in eastern DRC.

- **Uses of blogs in Africa**
- **ICTs and local/democratic governance**
  
- *Usages des blogs en Afrique*
- *TIC et gouvernance démocratique/ locale*

(Call for articles n°4 / *Appel à articles n°4*)

Partner/ Partenaire: OSIWA



**Call for articles n°4**, launched at the occasion of PIWA 3<sup>rd</sup> Regional Workshop  
on media and ICT issues in West Africa

*Appel à articles n°4, lancé à l'occasion du 3<sup>ème</sup> atelier régional IPAO  
« Médias et enjeux des TIC en Afrique de l'Ouest »*

**12 BEST ARTICLES**  
**Les 12 MEILLEURS ARTICLES**

<b>Author / Auteur</b>	<b>Article's title / Titre de l'article</b>
Roukiattou Ouedraogo	Sur la trace de bloggeurs burkinabés
Nadia Zibilila	Blogs en Afrique : L'initiative de l'Union des journalistes indépendants du Togo
Jean-Claude Abalo	Quel avenir pour le blog en Afrique ?
Gnona Afangbedji	Le blog pour porter plus haut la voix du citoyen en Afrique
Théodore Kouadio	E-gouvernance : Quand les TIC "dopent" les finances publiques ivoiriennes
Koffi Ametepe	Les TICs ne sont pas un miracle !
N'Coué Bonaventure Mawuvi	TIC et gouvernance au Togo, à quand le réveil ?
Willy Eya	Improving governance through ICT
Segun Oruame	Nigeria : The election that failed ICT
Momodouh Jaiteh	The Gambia : What ICT and democratic governance mean in practice
Lamii Kpargoï	ICTs and democratic governance
Harrison Allechenu Akoh	Impact of ICTs in democratic governance

## Sur les traces de blogueurs burkinabé

*J'ai réussi à créer un blog mais cela n'est pas une idée qui m'est venue au hasard nous avoue Simon Gansé. Ce dernier, technicien de pêche de formation d'origine béninoise vit au Burkina depuis une dizaine d'années. Avant de se convertir au métier d'imprimeur qu'il exerce actuellement, il en a effectué plusieurs autres. Enseignant à domicile, régisseur de plateau de cinéma, couturier sont entre autres des métiers auxquels il s'est exercé. Durant ce parcours de combattant, Simon dit avoir rencontré beaucoup de difficultés. De ces moments difficiles, j'ai acquis beaucoup d'expériences et tiré des leçons. Ce sont ces idées que je partage aujourd'hui avec le monde entier à travers mon blog « Vie Meilleure ».*  
<http://simondeganse.blog4ever.com>

**Par Roukiattou Ouédraogo, Burkina Faso**

Née aux États-Unis à la fin des années 1990, le blog est aujourd'hui un moyen d'expression très répandu sur la toile. Sur le site franc parler ([www.francparler.org](http://www.francparler.org)) on définit le bloc-notes<sup>1</sup> (entendez par là Blog) comme un "site sur la toile, souvent personnel, présentant en ordre chronologique de courts articles ou notes, généralement accompagnés de liens vers d'autres sites". Il ajoute que "la publication de ces notes est généralement facilitée par l'emploi d'un logiciel spécialisé qui met en forme le texte et les illustrations, construit des archives, offre des moyens de recherche et accueille les commentaires d'autres internautes". Certains blogs rapportent des informations d'intérêt public ou commente un sujet d'actualité, un fait social, un événement. D'autres adoptent le ton d'un journal personnel, rapportant les faits et gestes qui constituent leur quotidien. D'autres encore utilisent la plateforme comme un espace de réflexion personnelle qui s'enrichit par le dialogue qui se crée avec d'autres blogueurs. Sylvestre Ouédraogo, coordonnateur du réseau Bukina-ntic, un réseau de partage de connaissances et d'expériences sur les TIC compare le blog à un arbre à palabre mondial.

### Des blogueurs Burkinabé

Parmi les internautes burkinabé, quelques uns se sont appropriés cette forme d'expression libre. Simon Gansé a créé un blog. « Mais cela n'est pas une idée qui m'est venue au hasard » précise t-il. Ce dernier, technicien de pêche de formation d'origine béninoise vit au Burkina depuis une dizaine d'années. Avant de se convertir au métier d'imprimeur qu'il exerce actuellement, il fut enseignant, régisseur de plateau de cinéma, couturier entre autres. Durant ce parcours de combattant, Simon dit avoir rencontré beaucoup de difficultés. « De ces moments difficiles, j'ai acquis beaucoup d'expériences et tiré des leçons. Ce sont ces idées que je partage aujourd'hui avec le monde entier à travers mon blog. En mettant mes idées sur le blog, je permets à d'autres personnes qui se retrouvent dans les mêmes situations que moi, de profiter de mes expériences et garder l'espoir, d'où le nom de mon blog [Vie meilleure]. »

---

<sup>1</sup> En France, la [Commission générale de terminologie et de néologie](#) a choisi le mot **bloc-notes**<sup>[5]</sup>, ce qui rend son utilisation obligatoire pour les administrations et services de l'État français. Ce mot entre en conflit avec la traduction des mots *notepad* et *notebook* déjà utilisés par ailleurs en informatique. De plus, il n'autorise pas de dérivés évidents comme blogosphère. Cependant, il est sémantiquement équivalent à *blog*. Source Wikipedia

Contrairement à Simon, pour Ramata Soré journaliste au bimensuel l'Événement, le blog est une source d'informations. « Mon blog me permet d'avoir l'avis des gens sur tout ce qui se passe dans le monde en général, et au Burkina Faso en particulier. Sur les blog, les langues se délient plus facilement. Les gens s'expriment et parfois donnent des informations pertinentes » constate-t-elle. Sur son blog [www.ramses.blog4ever.com](http://www.ramses.blog4ever.com), elle publie des articles sur l'actualité au Burkina et dans le monde, mais en triant les informations les plus croustillantes et à polémiques, ce qui suscite parfois de vive réaction de la part des intervenants sur son blog. On peut noter ce que l'on pourrait appeler « l'affaire Basile Guisso », actuel directeur du Centre national de recherche en sciences et technologies et ancien ministre des relations extérieures sous la Révolution. Cet article titré « **Basile Guisso, un rongeur de mémoire et d'histoire** », relate la polémique qu'à susciter ses propos lors de la projection débat autour de son film documentaire Sankara l'homme intègre pendant le festival Ciné droit libre. Consulté plus de 600 fois, l'article a enregistré plus de 20 commentaires dont la réplique de l'ex ministre en question sur plus de trois pages.

Quand à Barro San Evariste journaliste et webmaster à l'Observateur Paalga un quotidien burkinabé, il a créé son blog en octobre 2006 intitulé « L'heure du temps » (<http://barro.blog4ever.com>). Il est le fruit de sa participation à l'atelier « Enjeux des TIC sur les media » organisé par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest. C'est un blog d'information et d'analyse de l'actualité. « Au départ j'y publiais mes articles uniquement. Suite aux affrontements entre militaires et policiers à Ouagadougou en décembre 2006, vu que je n'étais pas en reportage, j'ai trouvé que les articles de mes confrères pouvaient intéresser mes lecteurs. Depuis lors je reprends sur mon blog les articles de mes autres confrères que je juge pertinent. ». Ce blog est devenu populaire du fait de son newsletter qui permet aux abonnés de recevoir à partir de leur boîte électronique, le point sur l'actualité.

A l'image de Barro, le journaliste Koffi Amétépé a également découvert l'existence des blogs suite au même atelier de formation. « Lors de la formation, j'ai été séduit par une présentation sur le blog, de ce que cela pouvait représenter en termes de liberté d'expression et de promotion des médias et du journaliste note-t-il. J'ai un blog à l'image de ce qui m'a amené à le créer. C'est à dire faire une sorte de dissidence. Dans le journalisme classique, on produit un article qu'on soumet au rédacteur en chef qui doit le valider ou le refuser. Ma dissidence n'est pas d'aller contre ce principe, mais c'est le fait d'aller directement à la publication » justifie-t-il. Sur son blog le10sident, il publie ses coups de cœur et ses coups de gueule sur l'actualité Aussi, le blog est une opportunité pour lui d'être présent sur Internet. Nous avons besoin d'être aussi des acteurs sur la toile et pas seulement des consommateurs qui vont chercher des informations insiste-t-il.

### **Les retombées de leur blog**

Au dire de Simon Gansé, « créer un blog c'est croire à la philosophie qui dit que donner c'est recevoir. » Quand on crée un blog, il faut l'animer. Toute chose qui demande beaucoup de connaissances personnelles. « Ce que vous découvrez lors de cette quête permanente de connaissance c'est d'abord pour soi-même » estime-t-il. Pour Koffi Amétépé également le blog est source de renforcement de certaines valeurs. « J'ai appris grâce au blog à connaître et à aimer le journalisme citoyen. C'est-à-dire ce journaliste qui écrit parce qu'il a quelque chose à dire et non plus parce qu'il a quelque chose à vendre. La deuxième, c'est l'interactivité, une valeur qui n'existe pas forcément dans le journalisme classique. Grâce aux blogs, on se fait aussi une certaine expertise. J'ai été invité à une rencontre de chercheurs africains sur la communication à l'Université de Ouagadougou en 2006. A cette rencontre, j'ai présenté une

communication sur le journalisme citoyen à partir de mon expérience des blogs. C'est en quelque sorte grâce au blog que j'ai pris part à ce dialogue des chercheurs » note Koffi. « Mon blog m'a familiarisé davantage à l'utilisation de l'ordinateur, donc de maîtriser l'outil » conclut Evariste Barro.

### **Parlant des visiteurs**

Sur le blog, à partir des statistiques l'on peut estimer le nombre de personnes qui visitent le site. « Les premières semaines de mon blog, j'avais une dizaine de visiteurs. Trois (3) ans après j'ai environ 2000 visiteurs par mois » témoigne Koffi Amétépé. Pour Evariste Barro, il serait à plus de 20.000 visiteurs par mois. Selon ces statistiques, Evariste Barro estime que ces lecteurs seraient pour la plupart des burkinabés vivant à l'extérieur. Au delà de ces chiffres, la spécificité du blog, c'est l'interactivité. Le feedback de la part du lecteur se fera soit par le commentaire qu'il peut laisser à la suite de l'article, soit par email ou téléphone. Par ce biais, le journaliste peut enrichir le contenu de son information. Plus encore qu'auparavant, le journaliste est sollicité et parfois, tisse une relation avec le lecteur. « Je reçois énormément d'appels et de mails. Les gens réagissent sur le contenu du blog en laissant des commentaires et plusieurs m'appellent soit pour me demander plus d'information, soit pour me féliciter et m'encourager » lance fièrement Evariste Barro.

### **Une méconnaissance notoire du blog par les journalistes burkinabé**

Mais, la plupart des journalistes burkinabés n'ont pas de blog. Même ceux qui en ont, pour la majorité, ont du mal à le mettre à jour. Cela s'explique soit par l'inaccessibilité à l'outil informatique, soit par l'incompétence technique voir la méconnaissance même du concept de blog. Koffi Amétépé explique cela par le fait que le journalisme est encore un métier trop passif dans notre contexte. « La plupart des gens font ce qu'on leur demande de faire, ils n'ont pas envie de faire plus que cela » pense-t-il. « Dans mon journal je suis le seul à avoir un blog. Pourtant, nous disposons d'une connexion ADSL permanente et disponible pour tous les journalistes témoigne Evariste Barro de l'Observateur Paalga. Pour la journaliste Ramata Soré, « c'est dommage que les femmes journalistes burkinabé soient remarquablement absentes de la Blogosphère. » Elle note également des failles au niveau de la production dans les blogs. La plupart des bloggeurs se contentent seulement de recopier la production papier et la coller dans la version électronique. « Je pense qu'il y a un travail de réécriture qui s'impose. Il faut être beaucoup plus concis, donner un angle beaucoup plus original que ce qui est paru dans le journal papier pour susciter le débat ». Sylvestre Ouédraogo aussi estime qu'au sens strict du terme, « on peut dire qu'il y a très peu de personnes qui bloguent au Burkina ». Très souvent les gens utilisent la plateforme blog pour relayer des informations publiées dans des médias ou des sites web classiques. En ce moment, le blog devient comme un flux RSS qui centralise des données. Par contre pour le « vrai blog » la plupart des informations que l'on trouve sur le blog, textes, photos, vidéos, sont la propriété du blogueur qui attend la réaction des autres.

De nos jours, vu la cherté de réalisation des sites webs, beaucoup de gens utilisent la plateforme comme un site web dynamique et également beaucoup de sites webs dynamiques comportent les fonctions essentielles du blog. A l'image des radio communautaires ou radio « entrer parler » de la période de la révolution au Burkina, ou tout le monde avait droit à la parole, nous espérons que le blog va une fois de plus créer une liberté d'action, de réflexion et de réaction.

## **Les blogs en Afrique :** **L'initiative de l'Union des journalistes indépendants du Togo**

*C'est un matin frais, caractéristique de la région des plateaux dont fait partie Kpalimé, la ville qui accueille la formation des femmes journalistes sur les technologies de l'information et de la communication. Malgré cet aspect, la climatisation fonctionne à fond, ce qui accentue encore plus le froid qui règne dans la grande salle de conférence. Devant une vingtaine de femmes dont la moyenne d'âge est 30ans, le secrétaire général de l'Union des journalistes indépendant du Togo (UJIT), M. Augustin Améga, essaie tant bien que mal d'expliquer le bien-fondé de cette formation. Les participantes dont la plupart sont plus occupées par des problèmes de foyer, de mode... que des nouvelles technologies de l'information et de la communication, écoutent pourtant avec une attention soutenue ses propos. Mais en observant l'air fort surpris de certaines, on comprend bien que peu d'entre nous comprennent effectivement de quoi il est question.*

**Par Nadia Zibilila, Togo**

### ***La notion de blogs au Togo***

*« Depuis quelques temps, on parle de plus en plus des Nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il faut dire que c'est bien beau tout ça mais il faut tout d'abord que chacun de nous aie accès d'abord à un ordinateur, ensuite à un accès Internet sinon tout ceci ne restera que de vains mots et non une réalité »,* ces mots sont de Jeanne Tasséba, journaliste à l'Agence togolaise de presse (ATOP). 36 ans, plus d'une dizaine d'années de journalisme à son actif, elle avoue pourtant n'avoir aucune information sur ce qu'on appelle les NTIC. Le problème réside donc dans le fait de l'accessibilité de l'outil informatique et de la connexion Internet, deux conditions nécessaires à la création ou à la visite d'un blog.

Je suis dans la presse écrite. 3 ans d'expérience dans un hebdomadaire d'informations générales, « LE CANARD INDEPENDANT ». Depuis que je suis membre de l'UJIT, c'est la première fois qu'un tel thème est proposé. Si je peux dire qu'il y a des notions qui me viennent à l'esprit quand on parle de NTIC, c'est tout simplement parce que je m'en sers comme moyen de communication et d'information pour étoffer mes articles. Il est vrai que dans un monde aussi capitaliste que le nôtre, il est plus aisé d'envoyer quelques mots à travers un écran que de se mettre à table pour rédiger une missive. Ensuite, au lieu de se rendre dans les bibliothèques pour avoir accès aux archives, le site de recherche GOOGLE est désormais là. Pour savoir tout ça, je passe vraiment pour une illuminée auprès de mes consoeurs. Pourtant, c'est bien la première fois que je suis en contact avec la notion de blog, tout comme elles.

Après quelques explications sur la notion de navigation et un tour au cybercafé du coin pour la pratique, nous allons pourtant être initiées à la notion du blog. L'objectif de l'UJIT est d'amener chacune d'entre nous à comprendre l'importance du blog dans la vie de tout communicateur et de susciter l'envie de chacune d'en créer un.

Pour nous intéresser, les explications sont données avec des mots ordinaires et non avec le dialecte informatique. Selon Noël Tadégnon, journaliste togolais free-lance et qui anime son propre blog, « *le blog est un petit site Internet qui ne vous demande pas trop d'effort et qui surtout ne vous coûte rien* ». Il propose de visiter son blog [www.noeltadegnon.wordpress.com](http://www.noeltadegnon.wordpress.com).

Il nous apprend également que l'une de nos consœurs qui ne participe pas à la formation anime également un blog. Il s'agit de Hortense Atifufu, journaliste à la radio privée la plus populaire de la capitale loméenne, la radio NANAFM. Journaliste culturelle très active, c'est une jeune femme que nous connaissons toutes et ça ne fait que renforcer notre envie d'avoir un blog. Si elle y arrive, c'est que nous pouvons le faire. Mais avant d'arriver là, Noël nous propose de visiter son blog également et l'adresse est vite communiquée : [www.dzifart.wordpress.com](http://www.dzifart.wordpress.com).

Nous sommes étonnées de toutes les informations disponibles sur les deux fenêtres. Il y a tant d'informations que chacune d'entre nous décide de créer son blog avant la fin des travaux de la formation. Noël entreprit de nous aider, c'est sans compter avec tous les problèmes qui constituent un frein aux NTIC en Afrique et plus particulièrement au Togo.

### **Les difficultés liées à la création et à l'animation d'un blog au Togo**

« *HELIM ou l'Internet haut débit* », tel était le slogan de la compagnie togolaise de télécommunication (TOGOTELECOM) lors du lancement en mai dernier de son ADSL. La compagnie a, à cet effet, expliqué ce que c'est et fait des promesses. Des journées portes ouvertes ont été organisées pendant lesquelles des gens ont navigué gratuitement. Des tarifs promotionnels ont également été proposés aux premiers abonnés.

Mais, plusieurs mois après son lancement, HELIM est moribond. Le succès escompté à son lancement n'est pas au rendez-vous. Les togolais sont restés accrochés à leur illico. Proposé par la même compagnie, illico permet d'accéder à Internet grâce à un téléphone branché par un câble sur l'ordinateur. Une recharge initiale est vendue avec l'appareil. Après, il suffit d'acheter des recharges dont le prix minimal est de 2000FCFA. Même si les utilisateurs le trouvent coûteux, ils pensent qu'il l'est moins que HELIM, ce qui explique le peu de succès de ce dernier.

Le plus gros problème reste donc l'accès à Internet. La plus grande majorité utilise les cybercafés où l'heure coûte généralement 300 FCFA. « *C'est difficile. Si j'ai un blog que je dois consulter et animer tous les jours, cela me revient donc à au moins 300, en tout 9000f par mois, ce qui est beaucoup* », déclare Jeanne, une fois l'engouement de la découverte passée. Et elle a raison ou plutôt, elle aura raison. Presque deux années après leur formation, aucune d'elles n'a créé ou animé son blog. Les plus méritantes ont essayé, mais ont vite abandonné. Je fais partie non avec fierté, de cette deuxième tranche.

Je me contente toujours de suivre les efforts faits dans le domaine. Ils ne sont pas très visibles pour ne pas dire qu'ils n'existent pas. C'est pourquoi pour le moment, je continue par envoyer mes courriels et à consulter GOOGLE. La réalité des blogs en Afrique sera peut-être pour bientôt. Tout dépend de tant de facteurs dont une volonté de nos dirigeants. Moi je suis convaincue que s'ils existent, ils vont être visités. Je n'en ai pour preuve que ma curiosité et ma fierté à chaque fois que je visite les blogs de mes deux confrères.

## Quel avenir pour le blog en Afrique ?

*L'un des plus puissants outils qu'offre Internet est sans nul doute les blogs ou weblogs. Une opportunité pour tout internaute, surtout Africains, de s'exprimer, vu que la liberté d'expression est source de développement. Au lieu de s'en approprier pour en faire une arme, les blogs constituent plutôt un espace de défoulement pour la plupart des blogueurs. Le blog est-il nécessaire pour l'Afrique ?*

**Par Jean-Claude ABALO, Togo**

« Un blog ? non, c'est le site sur lequel les gens mettent leurs photos », répond Abou, un "expert du net", selon ses amis. Sur la vingtaine d'internautes interrogés, trois à peine ont eu à entendre parler, ou pas du tout des blogs. Ceux qui prétendent le connaître ne savent pas exactement ce que c'est, voire son utilité par rapport aux sites internet. Comme Abou et autres, ils sont nombreux à considérer les blogs comme des « machins ».

En effet, un blog est un condensé, ou un recueil de tout ce qu'on a envie de dire sur Internet. Ainsi, vous avez la possibilité de rédiger des articles, des messages tout en intégrant des photos, des vidéos et des pièces jointes. Du coup, il est devenu une sorte de journal intime destiné à la communauté de la toile.

### **De la nécessité d'"Africaniser" les blogs**

« Les Africains ont besoin de s'exprimer. Les blogs sont une chance que nous Africains peuvent saisir pour dire ce que nous pensons réellement. C'est dommage que cet outil reste encore presque inconnu de certains Africains. Et la plupart de ceux qui le connaissent ne le mettent pas à profit », déplore Noël TADEGNON, journaliste et Consultant en TIC.

Aujourd'hui, le blogueur africain doit se départir du concept premier du weblog qui consiste à vouloir juste conserver une trace sur la toile, soit par la publication quotidienne de ses aventures personnelles... Nous n'avons plus besoin de savoir si quelqu'un a donné à manger aujourd'hui à son chien ou pas; ou encore présenter ses différents amis, sa famille et ses photos comme c'est souvent le cas sur certains blogs.

### **Pourquoi s'intéressent-ils à eux-mêmes ?**

D'avis général, il est aisé de parler que de ce qu'on connaît. Ainsi, demander par exemple à quelqu'un d'animer un blog politique lui serait de la mer à boire. On ne pourra le faire si on est du domaine. Du coup, plus de 95% les blogueurs préfèrent parler d'eux-mêmes, le leur entourage... bref de leur quotidien puisqu'ils auront toujours quelque chose à dire. De plus, peu sont les Africains qui suivent les informations au quotidien.

### **Fini le « diktat » des sites Internet**

Hier encore, nous étions soumis, voire contraints à suivre religieusement les informations que véhiculent les sites Internet. Des informations qui ne sont pas toujours vraies. L'interactivité qu'offrent les Weblogs permet de se dérober du « diktat » que nous imposent ces sites Internet. Il est clair que seuls les journalistes ne sont plus "maîtres de l'information". Ceux qui sont autour de nous détiennent des informations assez intéressantes, et preuves à l'appui, mais n'ont pas les moyens de diffuser. Le blog de certains journalistes africains à l'instar de

Ramata Soré (Burkina-Faso) ou encore de Gnona Afangbédji (Bénin) sont les rares qui font un travail remarquable dans la prise de position face à certains sujets d'ordre panafricains.

### **Des insuffisances à combler**

En vérité, il se pose un sérieux problème d'éducation sur le continent africain où les 2/3 de la population sont analphabètes. Ceci étant, un grand effort devra être fourni par les gouvernants pour donner accès à tous ses fils à l'éducation, ne serait-ce que savoir lire, écrire ou compter. Aussi, doivent-ils (les gouvernants africains) élaborer un plan pour la promotion des technologies de l'information et de la communication.

Par ailleurs, le coût excessif dans l'acquisition des outils de base d'internet n'est pas à ignorer. Un ordinateur coûte globalement entre 300 000 F et 400 000 FCFA au moins; ajouté aux frais d'abonnement mensuel à l'ADSL (avoisinant 40 000 FCFA). Or, les africains se débattent pour s'assurer leur pain quotidien sur un continent où le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) avoisine les 13.657 F CFA par mois.

Les blogs pourront plus contribuer au développement de l'Afrique, si tout d'abord le fossé technologique est comblé par l'entremise de formation de pointe et la facilité d'accès aux outils de travail. Si les journalistes sont bien formés, si les étudiants sont bien formés, la maîtrise viendra tout naturellement avec la pratique. Ainsi bien outillé, le continent noir pourra aussi valablement animer des blogs orientés développement, culture etc. A coup sûr il rattrapera, le train du développement.

## **Le blog pour porter plus haut la voix du citoyen**

*L'usage des blogs au Bénin est toujours à un stade embryonnaire. Pourtant l'intérêt que les Béninois portent aux questions de gouvernance montre que cet outil du web participatif pourrait constituer pour eux un instrument efficace pour l'engagement citoyen. (5304 signes)*

**Par Gnona AFANGBEDJI, Bénin**

Juillet 2007. Le Bénin était en pleine polémique autour des GSM. Au cœur de la crise, la suspension des activités de deux opérateurs de téléphonie mobile sommés par le gouvernement béninois de se conformer à un nouveau cahier des charges qui a fait porter le montant de la licence de 5 milliards à 30 milliards. La presse locale prend largement partie pour l'Etat. Prévaricateurs, pilleurs de l'économie nationale, fraudeurs, arrogants..., les opérateurs GSM étaient accusés de tous les péchés d'Israël.

De son blog <http://allocan.typepad.com> qu'il anime depuis l'Hexagone, Oswald Louèke, spécialiste des Télécoms, s'invite au débat et crée la contradiction. A base de chiffres et de données réelles, il apporte des clarifications en démontrant comment les 30 milliards de francs demandés par le gouvernement sont en porte à faux avec la taille réelle et le taux de pénétration du marché béninois et comment certaines clauses du nouveau des charges pourraient conduire les opérateurs GSM à l'abattoir. Son opinion relayée par un journal local a sonné comme un pavé dans la marre du gouvernement.

Elle a surtout permis à l'opinion publique béninoise de disposer d'autres sons de cloche et de comprendre que les décideurs dans ce dossier n'avaient pas la science infuse. Le dénouement de la crise des GSM a donné raison au blogueur. « Ma démarche vise par le biais de cette contribution à situer et éclairer les uns et les autres afin de favoriser un dénouement heureux à cette situation conflictuelle qui ne nous honore pas et décourage l'investissement privé », écrivait-il. L'usage du blog pour éclairer l'opinion a démontré à quel point cet outil du web participatif peut constituer un instrument efficace pour l'engagement citoyen.

Le cas d'Oswald est malheureusement anecdotique dans un Bénin de plus en plus confronté aux défis de gouvernance. Si les émissions interactives animées par les radios de proximité de Cotonou ont donné la preuve de l'intérêt des Béninois pour la vie publique, sur la toile, l'interactivité des internautes béninois est comme un champ encore en friche. « En dehors quelques journalistes que je découvre dont je découvre les blogs en lançant des recherches sur le Bénin, beaucoup de Béninois n'ont pas encore adopté cet espace par excellence de liberté d'expression », regrette Patricia, une expatrié en service dans une institution de coopération au développement.

### **Faire connaître l'opinion des citoyens**

Les Béninois sont friands de débats et des réactions sur la gestion des affaires de l'Etat, mais très peu ont la chance de se faire entendre. Serge Prince Agbodjan, est un spécialiste des recours à la Cour constitutionnelle béninoise. A son actif, une quarantaine de recours formulés à la haute juridiction. Son dernier écrit concerne un recours en inconstitutionnalité qu'il a déposé le 17 octobre 2007 sur la table des Sages à dénoncer la décision prise par le gouvernement de suspendre les décisions de justice sur le foncier. « Je sais que la Cour va me donner raison », soutient-il très optimiste. Les batailles du genre, il en a gagnées assez. Le

plus célèbre, se rappelle-t-il, concerne un recours en annulation d'une loi promulguée sur la répression du trafic des enfants par le gouvernement, il y a environ un an. Selon lui, la promulgation de cette loi qui fait suite à une erreur de la Présidence de la République pourrait entraîner la libération de nombreux trafiquants incarcérés.

Mais les problèmes que pose Monsieur Agbodjan sur la gouvernance dans son pays, à travers ses recours, ne sont pas connus du grand public. Même si officiellement les décisions de la Cour sont rendues publiques, très peu sont connues de l'opinion. Un ami a alors conseillé à SPA de créer un blog pour partager ses recours et les décisions de la Cour avec le monde entier. " J'ai trouvé que c'est une très bonne idée et vous m'aurez dans les jours à venir sur internet", promet-il.

Les problèmes de gouvernance dont les blogs peuvent aider à apporter des solutions sont diverses et variées. Beaucoup de citoyens béninois ont des difficultés avec l'administration publique. Dans un passé récent, le recours le plus usité pour partager leurs déboires étaient les journaux qui, pour des raisons d'intérêts, n'osent pas toujours porter la voix de brimer de l'administration. La création de l'Organe présidentiel de médiation en 2006 était venue comme une bouée de sauvetage. En un an, plus de 300 dossiers ont été déposés sur la table du médiateur de la République, Monsieur Albert Tévoèdjè.

Actuellement une idée de création d'un observatoire de la justice sera en gestion au niveau d'un groupe de réflexion. Le challenge est de créer, à travers un blog, un espace virtuel d'expression et d'échanges entre les justiciables et les juges afin de permettre aux uns de partager avec les internautes leurs difficultés et leurs interrogations sur le fonctionnement avec la justice et aux autres de faire connaître aux citoyens les droits et leurs devoirs.

## **E-gouvernance :** **Quand les TIC « dopent » les finances publiques ivoiriennes**

*L'e-gouvernement et l'e-gouvernance sont des concepts complémentaires adoptés de plus en plus par le secteur public dans les pays Africains afin de mieux exploiter les technologies de l'information et de la communication.*

*Il s'agit notamment pour l'administration publique de garantir aux citoyens un accès à l'information et des services améliorés, de stimuler la participation de ceux-ci au processus de prise de décision et de veiller à ce que les gouvernements soient davantage comptables de leurs actes, transparents et efficaces.*

### **Par Théodore Kouadio, Côte d'Ivoire**

La Côte d'Ivoire entend allier Tic et bonne gouvernance des finances publiques. Ainsi des logiciels ont été adoptés. Ils permettent d'assurer la traçabilité des opérations financières.

Il s'agit du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP) et l'ASTER utilisés depuis quelques années par la Douane et le Trésor public ivoirien, régies financières pourvoyeuses de recettes.

Selon le Directeur de l'Economie, M. Kouassy Oussou, l'exécution des dépenses publiques est gérée au travers du Système intégré de gestion des finances publiques ou SIGFIP. Le SIGFIP est un logiciel conçu pour l'exécution, le contrôle, le suivi et la prévision des dépenses publiques pour l'exercice budgétaire en cours.

La gestion des finances publiques par le biais du SIGFIP présente l'avantage de maintenir, a priori, les dépenses de l'Etat dans l'assiette prévue par la loi des finances, votée par les députés, et d'éviter les dépenses non ordonnancées qui torpillaient les efforts de bonne gouvernance des gouvernants. L'exécution du budget à travers le SIGFIP implique des ministères techniques chargés de la mise en oeuvre des programmes de dépenses publiques. Ils établissent les requêtes de dépenses publiques au tout début de la phase préparatoire du cycle budgétaire.

Il traite les requêtes de paiement des agents de crédit et ordonne le paiement, une fois le service achevé. Le paiement suit 90 jours maximum.

Dans ce processus, la direction générale du budget et des finances prépare le document d'orientation du budget et s'assure que les prévisions budgétaires pour l'année à venir sont introduites dans le SIGFIP. Enfin, elle veille à l'observation des règles relatives aux affectations des dépenses.

Le SIGFIP, est l'une des meilleures applications des Tics dans la gestion de l'économie ivoirienne. « Il constitue une satisfaction réelle pour l'Etat », affirme le directeur général de l'économie. D'autres logiciels comme le SIGMAP sont mis en oeuvre pour la gestion du marché public et ont permis à la Côte d'Ivoire d'avoir une réelle maîtrise de la gestion de ses finances publiques et de la doper.

À titre d'exemple, les services de douanes. En effet, entre 1992 et 2000, les recettes douanières n'ont été excédentaires qu'en deux ans (en 1994 et en 1995) suite à l'effet de la dévaluation du f.cfa.

Avec l'introduction des Tics dans la gestion douanière en 2001, les recettes ont renoué avec les résultats positifs. Ainsi il a été réalisé sur deux années consécutives, des montants record de taxes jamais égalées de plus de 600 milliards de f.cfa dans un contexte de crise socio-politique défavorable « Ces résultats ont été obtenus grâce un plan d'action dont la colonne vertébrale est l'informatique », relève le directeur général de la douane ivoirienne, M. Gnamien Konan.

Conscient de ce nouvel outil de gestion transparente et efficace, le gouvernement a décidé de le généraliser à l'ensemble des services de l'Etat. Ce projet de e-gouvernance financé à hauteur de 15 milliards de Fcfa par un don Chinois permettra la connexion de tous les services de l'administration et des institutions de l'Etat à un réseau unique. Cette informatisation centralisée permettra en outre, l'archivage électronique des documents, une synergie des différentes administrations publiques et un une économie d'échelle.

## **Les TIC ne sont pas un remède miracle!**

*Après plusieurs décennies de décollage raté aux plans économique, politique, social et culturel, revoilà l'Afrique vivement encouragée à essayer un nouveau médicament: les Technologies de l'information et de la communication (TIC).*

**Par Koffi Ametepe, Burkina Faso**

À en croire ses prescripteurs au premier rang desquels se trouve le célèbre Malien Dr Cheikh Modibo Diarra - ex-officier de la Nasa et désormais directeur Afrique de Microsoft -, cette potion ayant permis de faire des miracles sous d'autres cieus, il n'y a pas de raison qu'elle ne soit pas aussi efficace dans le «berceau de l'humanité». C'est sur la foi de cette hypothèse que le «géant américain» a initié, du 31 mai au 2 juin à Ouagadougou, un forum sous-régional sur «les meilleures pratiques dans le domaine des TIC pour le développement».

Visiblement conquis par l'idée de ce remède miracle, les chefs d'État présents à l'ouverture des travaux n'ont pas caché leur optimisme. L'ancien patron de la Banque Ouest Africaine de développement (BOAD) et maintenant président de la République du Bénin contient à peine son espoir. «Nous avons raté la révolution industrielle, il est possible que nous puissions rattraper le retard que nous avons accusé si nous nous mettions à jour au niveau des nouvelles technologies de l'information et de la communication», a-t-il lâché à la presse. Quant à son hôte, Blaise Compaoré, son optimisme se mêle à une certaine excitation: «Les pays d'Afrique qui ont pris beaucoup de retard dans le développement, peuvent s'assurer un meilleur avenir». Le moins que l'on puisse constater, c'est que les enjeux des TIC pour le développement semblent parfaitement maîtrisés au sommet. Du moins, dans les discours. Mais comme on devrait le savoir, si les beaux speeches et les déclarations suffisaient pour sortir l'Afrique du piège du sous-développement, il y a longtemps que sa misère serait devenue un souvenir. Hélas!

S'il est vrai qu'une bonne maîtrise et une bonne vulgarisation des TIC peuvent permettre de gagner énormément de temps, voire de rattraper le train du développement, il ne l'est pas moins que les dirigeants doivent encore bosser pour lever des obstacles qui empêchent ce défi de se réaliser.

Là, il serait illusoire de croire qu'il suffirait d'inonder le continent d'ordinateurs, d'y installer des connexions haut débit ou de mettre tous les services à moindre coût pour provoquer le déclic. Le développement est un comportement que l'on ne semble pas cultiver assez. Il est impérieux que tout en saluant l'apport et le soutien inestimables de bienfaiteurs intéressés - tel Microsoft -, les dirigeants travaillent à intégrer l'appropriation des TIC non seulement dans les programmes de formation, mais dans l'éducation des masses. Ce serait créer de nouveaux mythes que de croire qu'il suffira de développer les TIC pour que tous les problèmes de développement soient résolus. La thèse de feu Pr Joseph Ki-Zerbo est toujours d'actualité: «On ne développe pas. On se développe». Les TIC ne sont donc pas un remède miracle! Attention à ne pas les fétichiser surtout.

Car, sur ce continent où on a l'habitude de se hâter lentement, on prend parfois trop de temps pour joindre l'acte à la parole. À l'instar du ministère des Postes et des TIC dont le site web est «toujours en construction», alors que cela fait déjà deux bonnes années qu'il est créé.

## **TIC ET BONNE GOUVERNANCE AU TOGO**

### **A quand le vrai réveil?**

*L'avènement de l'Internet n'a pas laissé indifférent bon nombre de secteurs d'activités des pays en voie de développement. Ainsi en Afrique, les secteurs politique, économique et socio culturel ont été touchés par cette nouvelle trouvaille de l'homme. La gestion des affaires de l'Etat connaissant ainsi des remous quant à leur impartialité ou leur légèreté.*

**Par N'Coué Bonaventure MAWUVI, Togo**

Au Togo, l'Internet a rencontré beaucoup d'hostilité de la part des autorités dirigeantes. Ainsi dans les années 90, Café Informatique, le premier à expérimenter l'Internet au Togo, a vu ses installations endommagées suite à la publication d'un article sur des sites Internet mettant en cause l'ex-Président de la République dans une affaire de violation des droits de l'homme. Cette information qui devrait rester secret selon les autorités, a occasionné des dégâts énormes estimés à plus d'une centaine de millions de francs CFA à la société Café Informatique.

En effet, les gouvernants d'Afrique ont tendance à se pérenniser au pouvoir en utilisant tous les recours possibles (tripatouillage des textes, violation de la constitution, fraude des élections, ...). A chaque scrutin, une nouvelle stratégie de fraude est inventée et cela souvent au grand désarroi des populations et des leaders politiques. Aujourd'hui, l'avènement de l'Internet vient renforcer les dispositifs sécuritaires déjà existants. Si une bonne utilisation de cet outil est faite, les systèmes de gestion de l'Etat subiront un changement qualitatif et quantitatif.

Par exemple, en 2005, pendant l'élection présidentielle au Togo, le système téléphonique a connu une interruption pour empêcher la communication entre les populations. Ces perturbations auraient été provoquées par les responsables de la téléphonie mobile et fixe. L'Internet n'est pas resté à l'écart de cette perturbation. La connexion était totalement inaccessible aux utilisateurs. Tout ceci aurait été fait pour empêcher une communication entre les responsables des différents candidats à l'élection et leurs représentants dans les différents bureaux de vote. Voilà donc comment l'on a pu se servir des TIC pour mettre en péril toute une nation. Ainsi donc, pour un bon usage de l'outil informatique, la responsabilité de l'autorité dirigeante s'avère importante.

Quant à la gestion des biens de l'état, l'introduction des TIC contribuera à assainir ce programme. Avec leur introduction dans différents secteurs d'activités, les questions de détournements de fonds et de deniers publics chuteront considérablement.

Pour étayer cette assertion nous pouvons évoquer l'arrestation et la mise en prison de l'ex- maire de la commune de Lomé M. Akakpovi et de l'ancien directeur général du grand marché de Lomé M. Afognon. Ils ont été accusés par la commission anti-corruption mise sur pied par l'ex président togolais le général Gnassingbé Eyadéma de détournement de fond alors que ces derniers ont vivement contestées ces chefs d'accusations et clamé sous tous les toits leur innocence. Ces arrestations auraient été impossibles si ces personnes mises en cause disposaient par exemple de données mettant en ligne toutes les informations dont ils sont accusés.

Sur le plan social, l'utilisation des TIC permettra par exemple à un natif de la région des savanes résidant à Lomé, de se voir délivrer un casier judiciaire à Lomé via Internet, ou à faire la demande d'un certificat de résidence ou d'un certificat de naissance. Ainsi, cette personne gagnera en temps et en argent.

Aussi pouvons-nous souligner qu'à la veille des élections législatives du 14 octobre 2007 au Togo, il était difficile de lister le nombre de partis politiques que regorgeait le pays au ministère de l'administration territoriale. Pour cause ce département ne disposant pas de matériels pour informatiser ses données. Des partis politiques non fonctionnels demeuraient toujours sur les listes de ce ministère.

Avec l'Internet, un étudiant a la facilité de suivre des cours dans une université européenne ou occidentale et communiquer facilement avec les enseignants et certains étudiants de la faculté.

C'est aussi le cas des inscriptions à l'université de Lomé où en un temps record, l'étudiant se voit enregistrer et peut vaquer à d'autres occupations alors que ce dernier devrait mettre des jours voir une semaine pour terminer son inscription il y a cinq ans de cela. L'Internet donne ainsi la possibilité à chacun de se former et de s'informer à sa guise sans aucune restriction.

En somme, si le pouvoir en place y met du sien pour la réussite de cet immense projet à vocation sociale, la démocratisation du pays et la bonne gouvernance qui sont souvent criées sur les antennes ne seront plus de vains mots mais une réalité et une affaire de tous.

## **Improving governance through ICT**

*IN most developing countries especially in Africa, improved governance has remained a mirage. The people are worse for it as they are weighed down by poverty, diseases, lack of basic amenities and all manner of deprivations. Across the continent, the citizens have become alienated from their governments. A gloomy picture, it is.*

**By Willy Eya, Nigeria**

So, even to a layman, how to achieve improved governance is a major challenge to a greater percentage of countries in Africa. The problem is not for lack of polices to change the situation but largely the failure of leadership in the continent. To come out from the quagmire, the people need to get involved in their affairs. There is need for more communication and interaction among those in government and their subjects.

With the evolution of Information Technology (IT), it is possible to bridge the gap. Globally, the adoption of IT has brought about a revolution and transformation in how people interact, live, earns a living etc.

It is interesting to note that with the appalling poverty and under development that have become the lot of most developing nations at present, the focus of world powers has centred on how the people could be integrated to play a role in the development of their constituencies. Information empowers people and improves their wealth and has great impact on the economic performance of a nation. The internet and World Wide Web has become an increasingly important feature for information.

Significantly, it reduces the cost of many transactions, increase efficiency, convenience and satisfaction. Added to all those are increases in employment, technological diffusion and increased foreign capital flows.

Now, evidence also abounds in West African Information and communication Technologies (ICT) that a new dimension has emerged with the evolution of blogging. The development received a boost with the acceptance of ICT and strengthened by the massive roll-out of the Global System for Mobile communications (GSM) which has pushed up the need to improve on value added services such as the internet. A case in point here is Nigeria where blogging is daily increasing reception among various upcoming professionals since the web advancement caught up with the continent.

Blogs have grown into what some experts categorized as push-button publishing, a concept that has simplified its module of ownership and publication which actually takes the push of a button to accomplish.

To own a weblog, a blogger requires a computer system connected to the internet. The blogger is opportuned to make a choice out of the several free and open source software (FOSS) templates. What it means is that programmers will have access to the codes and can change same at will.

Creating a weblog lasts for less than 10 minutes depending on the skillfulness of the potential blogger and the speed of the internet access.

Typically, weblogs are initiated on a non-profit basis though dated with logs as in a diary which could be updated daily, weekly or as frequently as possible. It is also published in reverse chronological order, making it handy on a specific subject with sub-themes.

In Nigeria, one of the emerging democracies, Information Technology has been acknowledged as a potent political weapon. It was maximally used to truncate the tenure extension programme of the immediate past president, Chief Olusegun Obasanjo. At the heat of the debate on the programme, one of the local stations, in Nigeria, African Independent Television (AIT) aired it live to the nation's public.

What was the effect? All those who would have compromised their integrity to support the ambition of the ex-president chickened out as they were afraid of their constituents seeing them on the television.

Among the citizenry, many still believe that left for the power of the media which is a conduit for information, the unpopular tenure extension would have easily sailed through. What it connotes is that information technology can, indeed, improve governance.

In sub-Saharan Africa, agricultural information and extension have been largely confined to public domain only obtainable through the Ministries of Agriculture. The structures are greatly centralized. Moreover, technical messages communicated to farmers were often of an extremely general type.

The problems associated with those types of arrangements are that farmers are treated as ignorant recipients of information rather than knowledge partners in technology transfer. So, there had been a great need to provide agricultural and other relevant information related to farmers' needs in rural areas. It is merely stating the obvious to say that information technology can improve governance.

In developing countries particularly Africa, the leadership can improve the lives of the people through maximum exploitation of the potentials in Information Technology. The people need to be involved in their own affairs and this is possible through IT.

## **Nigeria : The election that failed ICT**

Nigeria's 2007 national elections were marred with irregularities despite the huge amount spent on ICT to facilitate an error free democratic process. SEGUN ORUAME writes on why technology failed to make any appreciable impact.

**By Segun Oruame, Nigeria**

*They say the small machine in their hands  
The small machine in their hands  
Would stop Ogargar from stealing the votes  
Would stop Ogargar from stealing the votes  
It was the small machine/  
It was the small machine  
That gave Ogargar our votes. Our votes.*

*Translated version of a local song in Otuo language, Owan East Local Government, Edo State, Mid Western Nigeria.*

The mood after Nigeria's 2007 election was that of anger and dejection. Many felt Africa's most populous country of 150 million had missed another opportunity to create and foster an acceptable democratic tradition. The elections were massively rigged even in the face of million of dollars spent by the Independent National Election Commission (INEC) on ICT infrastructure to ensure transparency in the voting process.

"I was photographed. My thumbprint was taken and scanned. I was even asked to verify if the information in the system about me was correct. I didn't know that all those exercise were mere waste of time. The man that was declared winner in my ward could never have won for the simple reason that he never came to campaign in this area. He was not known and we could never have voted for a spirit. But INEC and their computers said we voted for a spirit," one angry Lagos resident said in the aftermath of the gubernatorial election.

But it was not technology that failed Nigerians as the song among the folks in Otuo tend to suggest. It was the people entrusted with the task of ensuring that Nigeria had an honest vote count "that ensured that technology was used to achieve ulterior motives," said Johnson Elegboja, Lagos based lawyer while commenting on the 2007 elections.

There is increasing consensus on the big positive change ICT could impact on Africa's budding democracy. But the debate has remained on how fast and to what level African governments want ICT to promote democratic diffusion. Those in governments have come to accept that ICT could improve how people relate to the government and how they participate in governance. But only few governments appear ready to invest the required willpower beside the financial commitments.

For instance, in Nigeria's last election, over \$200 million was spent on deploying ICT in ensuring a more accurate election process that would ensure that as many people as possible exercise their franchise in urban, rural and very remote communities. With massive cases of fraud, rigging, false representation of results, that election has remained one of the worst ever in Nigeria's recent history.

A damning report by the EU - Economic Union - Election Observer Group has affirmed the election as a sham. Besides, about four governors, more than 45 legislators at state and national levels have had their elections quashed by election tribunals to underscore the massive fraud of the 2007 national and state elections.

Nigeria's \$200 million went into purchasing no less than 10,000 laptops and PCs for field election workers and other electoral officers to help in the collation of results. The money also covered software for fast, seamless collation; scanning and visual hardware to take record of voters' thumbprints as well as provide snapshots of each voting adult to be fed into a central database accessible for collation processes.

The systems with electoral staff in scattered locations were connected to a central server at INEC's head offices in Abuja and other capital cities through another major connectivity contract awarded to Reltel Wireless, a Lagos based telecom company. Reltel was assigned the \$50 million task of providing links through VSAT and landline backbone, were feasible, to all of INEC's systems or local networks.

The whole idea was to link all of the NEC's local networks as well as provide a robust framework under which election data from different locations could easily be accessed. The country has never implemented an ICT project of such magnitude for its elections and so there was high hope that the 2007 election would be the freest ever.

Ironically, it turned out to be the worst. As Abubakar Rimi, politician and former governor of Kano State, put it, technology is only a part of it, as critical as technology is to great changes; people remain the most fundamental of all the factors. "People would use technology for good or manipulate it for a pre-determined selfish result. In Nigeria's case, they didn't allow technology to work well. It was manipulated for an already designed selfish end that was injurious to the health of the nation." Rimi was one of the founding fathers of the country's main political party, the People Democratic Party (PDP).

"We have always believed that technology could help in achieving credible elections. We were open to implementing some ICT initiatives to get better results. During my time, we embarked massive computerisation as the beginning of those steps needed to make the job easier and better. But you can't always rule out the human factor," said Abel Goubadia, immediate past chairman of the INEC.

The argument has never been whether or how ICT can be integrated into election or the entire democratic process, it is getting the genuine commitment among stakeholders particularly those in government to initiate ICT strategies for social and economic development that would allow truly elected leaders to emerge. In Nigeria's case, even President Musa Yar Adua, who emerged as the president elect, to put it another way, the greatest beneficiary of the sham election, has not only accepted that the elections were marred by irregularities but he has already constituted a panel to provide solutions to building a transparent and sustainable electoral culture.

The Nigerian president is not unmindful that he may have his own election quashed by the election tribunal. He has severally affirmed to allow the rule of law to prevail and has giving hint that he would be willing to step down and allow another presidential election to take place if the tribunal so rules.

But the democratic process is not only about elections, it is also about social awareness and greater participation among the people in having a say in governance. In spite of its shortcomings, the last election offered a beautiful and practical exposition of the power of ICT in popular participation.

More credible statistics put the number of PCs at just about 1.9 million PCs with less than 45% connected to the Internet. But during the elections, they provided an effective window to share thoughts on candidates, election and other social issues among more than the eight million people that have access to the Internet in the country. It may be a small number out of 150 million people but they represent an increasing number of major stakeholders that are contributing to national think and sharing opinions on issues in Nigeria as they concern the common people.

Any one who has been part of the several newsgroups on yahoo and other portals would tell you that these windows are perfect means of gauging the national psyche on social and economic issues. After the elections, these sites have remained no less important and are being made more critical with participation of people like Segun Adeniyi, who is the president's spokesman. Adeniyi, journalist and former editor of Thisday (on Sunday), joined the debate on why the Mr. President chose to implement the court order reinstating Peter Obi as governor of Anambra State.

Obi had gone to court asking that his removal by INEC was illegal and that the fresh election that brought in Andy Uba as new governor was illegal. The court granted his prayers which were speedily implemented by President Yar Adua even though Obi was from an opposition party. Adeniyi has through the yahoo newsgroup helped to provide great insights into the working of the Yar Adua cabinet and has helped in no small way to bring government and its actions closer to a greater number of people.

The yahoo newsgroup and other similar newsgroups having Nigerians as members have remained a major plank to campaign for the implementation of the Freedom of Information Bill into law by the National Assembly. About three former presidential candidates appear frequently on the yahoo newsgroup including Pat Utomi who ran a vigorous presidential campaign against President Yar Adua. Utomi's comments on national issues are gaining increasing prominence on the Internet just as they are helping to sustain debate on those issues.

The trend is that newsgroups are becoming a pressure group where debates on specific national issues are held and where people that are affected could pass comments. Ultimately, those in government who are affected are forced to act. A not too recent case is that of former president Olusegun Obasanjo. After Thisday broke the story of his having shares in Transcorp, a company he is known to publicly support as a Nigerian transnational concern, several newsgroup took up campaign against what was seen as an illegality.

The debate raged over whether a sitting president who has equity stake in a particular company could have moral standing not to act in the interest of that company against national interest. Eventually, President Obasanjo had to hand off his shares in Transcorp. The campaigns on the newsgroup were as wide as they were aggressive. Evidently, a section of the international reading public was gauging the pulse of events by relying on the shared information within the newsgroups and stakeholders within government were increasingly

coming under pressure to advise the president to act fast otherwise his claims to fighting a war on corruption would become questionable.

However, it is the innocuous mobile phone that has helped to get more people to participate in governance. There are about 40 million active mobile lines according to the recent statistics of the Nigeria Communication Commission (NCC). Mobile coverage is wide across Nigeria's landmass of 973, 500 square kilometres. Coverage signal is in virtually all the 36 states of the federation including Abuja, the administrative capital. Tens of thousands of communities are under signal coverage though there are still large numbers of unserved areas. Unlike the Internet, which is expensive to deploy and has a more limited usage, Nigeria's mobile phone access is the country's most effective tool for communication and offers for now, the greatest possibility for social change.

The politicians have not ignored this fact. More than five political parties out of Nigeria's odd 40 or so political parties used the Short Messenger Service (SMS) window to campaign for their candidates in the last elections. In Lagos, it was a war of SMS between political parties. During the campaigns, an average mobile phone user received no less than 15 SMS convincing him of why he needs to vote for a particular party and candidate.

The battle was between the People Democratic party (PDP) and the Action Congress (AC) in Lagos. The PDP daily sent an average of three SMS on its gubernatorial candidate Musiliu Obanikoro to checkmate about the same number of SMS that the AC sent daily on its won candidate Babatunde Raji Fashola who eventually won the election to become governor of Lagos State.

"All these can go a long way in letting people be more informed on issues and ultimately getting them to make right choices in a democratic setting. But whether technology would work or not depends on how far we want technology to work," said Lanre Ajayi, Lagos based technology analyst and president of Nigeria Internet Group (NIG).

## **THE GAMBIA: WHAT ICT AND DEMOCRATIC GOVERNANCE MEAN IN PRACTICE**

*With the advent of 'the information revolution,' the importance and impact of Information and Communication Technology (ICT) is being felt in all sectors of modern societies. From sports to business, politics or otherwise, ICT has increasingly added value to the quality of human life in today's 'information age' in Africa and beyond. Many country's on the continent are seemingly busy trying to implement what is known as the -'E-governance' project, an idea of making governments more accountable, transparent and responsive to the needs of their citizens by using ICT tools.*

### **By Momodou L. Jaiteh, The Gambia**

The tiny West African country of the Gambia is also struggling to add its name to the list of countries that have become 'information-rich-societies' in the 'global village.' Unknown to the majority of its 1.4million citizenry, the Gambian government launched its E-governance Project in 2005. The project was sponsored by the Economic Commission of Africa (ECA). One of the main aims of the project was to make ICT work in favor of democratic governance and economic development of the country.

But what does ICT and democratic governance really mean in practice for the common Gambian?

The West African country is led by a President who came to power through a military coup in 1994 and later transformed himself into a civilian leader, a President who does not believe in real democratic governance. Even though he allowed many democratic institutions like an electoral commission, a parliament and the judiciary to exist, he never gives them the much-needed freedom to operate. He appoints, harasses and sometimes dismisses members of such bodies in the country. All the supposed democratic institutions which should have provided checks and balance on his too much executive powers only exist in theory. The net effect is that the common man/woman in the Gambia is left wondering if he/she is really living in a democratic environment or not.

In the Gambia radio and television services are very popular and most effective in reaching out to the masses. This is due to the fact that about 68% percent of Gambian society hardly reads newspapers and so rely heavily on the electronic media particularly the state radio, 'Radio Gambia' has a nation-wide coverage, for their source of information. The only television station in the country is the 'Gambia Television Service.' It is established, run and firmly controlled by the President and his clique. Aside these, there is a cluster of commercial and community radio stations dotted across the country.

It is against this backdrop that the e-governance project is being implemented by a government that is intolerant to dissenting views and did not even allow the independent media and journalists to work freely. President Yahya Jammeh's government believes in controlling information instead of its free flow. Since assuming power in 1994 and subsequent re-elections, Jammeh closed down many private radio stations like the famous 'Citizen FM' and 'Sud FM' as well as the Banjul-based 'Independent Newspaper.' He also arrested and harassed scores of journalists just because they disagreed with his political philosophy and style of governance which he branded "African democracy."

Many independent-minded Gambian journalists were also threatened and forced into exile. In realization of the need for effective use of ICTs, most of these journalists started their own on-line newspapers and radios to provide the much-needed impartial information on the country and the way it is governed. This has gone a long way in enabling the people to have relevant information to challenge the none-democratic nature of the present regime.

## ICTs and Democratic Governance

*With the advent of Information and Communications Technology (ICT) in Liberia, and with the introduction of the internet component of ICTs in the second half of the last decade, the uses and powers of ICTs have quickly caught on with access to the technology having grown vastly over in the country over this period.*

**By Lamii Kpargoi, Liberia**

When ICTs, especially the internet, were introduced in Liberia in the latter 1990s it was a luxury that was largely the preserve of the wealthy class of the country's capital and high ranking government officials who mostly belonged to that class of rich and affluent people.

At the time, the country was just emerging from seven years of civil war with the holding of democratic elections in July of 1997. Those elections saw the election of former Liberian warlord Charles McArthur Taylor, who up to that point purportedly controlled the biggest militia group in the country. Many attributed his victory to the fact that he held the fear factor over the population of the countryside.

After Mr. Taylor took over the reigns of power in Liberia, he initially tried establishing his democratic credentials. But perhaps due to his militant past, he miserably failed to make a proper transition from his status as a warlord during the time of chaos, to the statesman in charge of a war ravaged country that badly needed to be put right again.

Being a technology savvy person, he allowed technological advances like the internet and cellular phones to be introduced into the country. This move on Mr. Taylor's part was probably to satisfy his own needs. That was the most likely reason why the cost of accessing the internet or using cell phones was so exorbitant during his tenure as president.

But the population somehow caught on to the advantage of using these technologies. With the use of web based systems like Net-2-Phone, the internet in Liberia, for example, became the primary source of making telephone calls from the country to other places around the world. As it was far cheaper, though not so convenient to place calls through the internet, but this was offset by the fact that the only alternative was cell phones since no land lines existed at the time nor do they exist now in Liberia.

As the government's mandate wore on, its style of governance of the country began to be more and more an issue of concern to Liberians both within and outside the country. Issues of abuses and repression started to be highlighted. The cost of living from one day to the next for ordinary Liberians began to skyrocket.

The government started to act against the independent media for broadcasting the truth – in the government's words for spreading lies and preaching hate messages. On March 15, 2000 it closed down the two main independent radio stations operating in the country, the Hirondele Foundation sponsored Star Radio and the Catholic Church owned Radio Veritas. Radio Veritas was later opened, but Star Radio remained closed for the remainder of the Taylor presidency which ended in August of 2003.

With the resulting vacuum that was created, it was left to ordinary Liberians to continue the fight of making the world know what was happening in the country. Most Liberians did this

by using the internet to send information to web based Liberian news organs. Notable among these Liberian internet news outlets were the New Democrat, which ran a newspaper in the country prior to the Taylor presidency and The Perspective, which ran its operation from out of the United States. Both these organs, along with others ensured that the plight of the Liberian people remained on the world conscience and that Liberians in the Diaspora and international partners were kept adequately informed of occurrences within the country.

After the demise of the Taylor government and coming into being of a transitional government in October 2003, the use of the internet to debate national issues, especially among the intellectual class became more prevalent. This was so much the case that by the time the latest democratic polls were held in the country in October and November of 2005, there were tens of internet sites that were devoted to keeping the nation informed of the governance and electoral processes.

There was a lively debate and everyone joined in. If someone wrote an article that was disagreeable to another's viewpoint, there was an immediate rejoinder. And in most instances the internet news organs made space for the publication of every viewpoint.

This contributed to the vibrancy of the governance and electoral processes and ensured a high level of participation among Liberians. For perhaps the first time in the country's history there was genuine participation of the people in the governance of the state. And also probably for the first time, Liberian politicians were very mindful of the views of their subjects.

As it was the order of the day during the Charles Taylor tyranny, when his officials wanted to point out the damaging nature of some article that had been published about his government, most politicians were and are now using the well worn statement "it is all over the internet". This meant in effect that anything that was published online was deemed to be true. Regrettably this mindset continues to be the case even today. But the good of this is that these officials were always mindful of making the wrong moves.

Although the focus of the world is not on Liberia in a negative sense as it was during the immediate past leadership and the Taylor period, the country is still trying to grapple with decades of mismanagement and despotic rule.

The internet has become more available to more Liberians since the demise of the Taylor regime some 4 years ago. The cost has dramatically reduced from US\$10.00 an hour then to US\$1.00 at present.

But even with this prevalence, many media practitioners in the country still lack the rudimentary capacities to use ICTs. Although there have been general attempts by several local and international organizations to help change this situation in the country, it still remains dire. And the need still remains stronger than every before to provide training for Liberian journalists and the Liberian population as a whole in ICTs.

As has been the case in many post conflict countries, the pace of growth of technologies usually out paces the abilities of the people to adapt to the new trends. This is probably the reason why Liberia continues to lag in the process of using ICTs to foster growth and development.

But the desire exists among the people of the country to keep their leaders mindful of the fact that their actions and activities are being watched and discussed at every level – in the streets, in public transport, in internet chat rooms, on blogs, etc. What is lacking, though to ensure that the people truly catch on, is the cultivation of the requisite expertise within the nation to spearhead this technological drive.

As things stand, there is no clearly defined government policy on ICTs in the country. Since it came to power nearly 2 years ago, the government has made only faint attempts at discussing ICTs but very little to implement a all encompassing program that would be geared towards drawing more of its citizens towards the technology.

As of this writing, there are very few places outside the country's capital in which there exist internet and computer facilities that are for the use of the general public. And in such places, the facilities are usually made available by military contingents of the United Nations Mission in Liberia (UNMIL) who are based in those localities.

The problem now is what would happen to these facilities once these soldiers at whose largesse they are being provided withdraw from the country. Will they be left behind for the benefit of the locales? If they are left with the local people, will these people have the capacities to run and maintain those facilities? These are tough questions that need to be addressed by every Liberian, most especially the government.

## **Impact of ICTs in democratic governance**

*Information and Communication Technologies (ICTs) have continually changed the way things are done in today's dynamic world where access to knowledge-base information and application of this information is key for development at all levels of governance; a fact we cannot deny. ICTs have become powerful tools that support development strategies and the establishment of efficient and effective governance systems.*

**By Harrison A. Akoh, Nigeria**

When ICTs are used to promote more efficient and effective government, facilitate more accessible government services, allow greater public access to information, and make government more accountable to citizens, we have what is called e-governance; this would involve the delivering of services to the public via the Internet, telephone, public access centers, wireless devices or other communications and information systems.

Information and Communication Technologies offer a unique opportunity for governing elites to overcome the crisis of representative democracy, as ICTs and the Internet empower the civil society to play its role more effectively and facilitate the performance of governments' main function, which is serving the people who elect them.

What do you think would happen if governments provide greater access to information by making laws, draft laws, regulations, forms, and economic or scientific data collected and making them accessible online; promote civic engagement by enabling the public to interact more conveniently with government officials, such as by obtaining permits or filing required documents electronically; increase government accountability by making its operations more transparent, thereby reducing the opportunities for corruption to infiltrate; and supporting development goals by lessening the time and expense small businesses encounter in their dealings with government and by providing rural and traditionally underserved communities with information and communications capabilities? The answer is development.

Imagine a situation in which all interaction with the government can be done through one counter, 24 hours a day, 7 days a week, without waiting in lines at government offices.

This is possible if governments are willing to decentralize responsibilities and processes and start to use electronic means such as the Internet and other technologies as well as embrace good governance systems. If this is done each citizen can then make contact with the government in a medium where all forms, legislation, news and other information will be available 24/7. This is true in the case of the Mexican government which created a government portal offering a one-stop access to various websites and informational resources.

In Europe and the USA, commercial banks already work according to this concept. Only in a few very special situations one has to go to a physical counter. Most transactions can be done at either an ATM, by mail or by the Internet, which has saved banks an enormous amount of costs. In other words, they do more work, with less people, in less time and with less and smaller offices. They use ICTs to achieve their goals.

This concept of money withdrawal from ATM machines has been introduced into the banking system in Nigeria, however, other forms of payment or bank transactions still experience long queues, network problems of the bank, for instance, when money is transferred from another branch (this could be as a result of other failing factors such as poor electricity, vandalism,

etc). Until the necessary infrastructures that ICTs need are put in place in Nigeria and most developing countries the benefits of ICTs cannot be fully exploited.

The Nigerian Immigration Service (NIS), also, to curb corruption and reduction of long lines at its passport issuing offices around the country recently introduced an online payment and registration of personal data system where a scratch card with a pin to access their website is bought from one of the banks. Despite this achievement hindrances still exist, particularly at the office level during the photo-capturing stage of the registration. At this stage corruption still exists. This is also true for the e-passport system recently introduced by the NIS. The rush for the acquisition of this new system encourages staffs of NIS to still perpetrate corrupt practices.

According to a staff of the NIS who spoke on condition of anonymity, the highest bidder is first attended to and received special treatment. This then raises the question, can ICTs really contribute to the reduction or elimination of corruption?

It is true that corruption has been responsible for governments not being able to make great impacts and strides in achieving development at all levels of governance particularly at the local government level. So, what should governments do and in the case just mentioned above?

Governments, as collectors and sources of information, with the use of ICTs, should be more transparent and open to its customers (citizens, businesses, and other interest groups) in the running of its affairs. When governments' information can easily be accessed and their handling of services to the citizens become transparent then the issue of trust will not be a problem.

In Nigeria, the governing elites are viewed with skepticism; it's believed that they are all corrupt. Perhaps it's due to actions of past military and civilian governments where embezzlement of funds meant for development are instead channeled into individual private bank accounts and they are not made to be accountable. But this trend is gradually changing since Nigeria embraced democratic governance.

Former President Olusegun Obasanjo made great strides in involving the people in nation building initiatives by organizing a discussion forum aired live on national television where citizens called and talked with the president on issues they thought needed to be addressed. Unfortunately, this concept didn't last long.

Therefore, regardless of the opportunities presented by ICTs, without good governance (democratic governance) development strides may not or will not be achieved. Information and Communication Technologies should be viewed as a tool for development and not as a goal in itself as e-governance can only function well in an environment of good governance systems.

In view of this, distribution or decentralization of power into self-governing local governance systems against the centralized system of governance dominantly practiced in the past will enhance the involvement of non-governmental actors or stakeholders in policy-making, either in a consultative way or through the development of new participatory approaches and this will in turn push for development.

According to a research on e-governance and developing countries by Michiel Backus published in 2001, the strategic objective of e-governance is to support and simplify governance for all parties - government, citizens and businesses. The use of ICTs can connect all three parties and support processes and activities. In other words, e-governance uses electronic means to support and stimulate good governance or democratic governance.

Therefore the objectives of e-governance are similar to the objectives of good governance where good governance can be seen as an exercise of economic, political, and administrative authority to better manage affairs of a country at all levels, national and local; when governments in developing countries can achieve this, they will be able to achieve most of the UN Millennium Development Goals on or before the target date of 2015.